



**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE DE BERCHEM-SAINTE-AGATHE**

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents	Christian Lamouline, <i>Président du Conseil</i> ; Joël Riguelle, <i>Bourgmestre</i> ; Yonnec Polet, Katia Van den Broucke, Said Chibani, Ali Bel-Housseïne, Thibault Wauthier, Agnès Vanden Bremt, Sabrina Djerroud, <i>Echevins</i> ; Marc Vande Weyer, Vincent Riga, Pierre Tempelhof, Maude Van Gyseghem, Laure De Leener, Gladys Kazadi, Laila Bougmar, Geoffrey Van Hecke, Vincent Lurquin, Jean-François Culot, Fatiha Rezki, Patrick Issenghe, Rudi Landeloos, Julie Walravens, Christel Hendricx, <i>Conseillers communaux</i> ; Philippe Rossignol, <i>Secrétaire communal</i> .
Excusés	Michaël Vander Mynsbrugge, Thomas Villa, Nicolas Pantidis, <i>Conseillers communaux</i> .

Séance du 13.12.18

#Objet : Taxe sur les entreprises mettant à disposition des appareils de télécommunication contre rétribution - Renouvellement et modifications#

Séance publique

AFFAIRES FINANCIÈRES

Finances

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 de la Constitution;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

Vu l'Ordonnance du 03.04.2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales;

Vu la délibération du Conseil communal du 29.01.2015 relative à la taxe sur les entreprises mettant à disposition des appareils de télécommunication contre rétribution, devenue exécutoire le 30.03.2015, pour un terme expirant le 31.12.2018;

Attendu que les entreprises mettant à disposition des appareils de télécommunication contre rétribution perturbent particulièrement la propreté et la tranquillité publiques, obligeant les forces de l'ordre et les services communaux à davantage de travail, qu'il est dès lors légitime de les faire contribuer spécialement au financement des missions de la commune;

Vu le Plan Régional de Développement (P.R.D.) approuvé par la Région de Bruxelles-Capitale, qui a fixé les lignes de force pour le maintien et le développement de la vie économique;

Attendu que la revalorisation du commerce est considérée comme un facteur essentiel dans cette perspective, la localisation des commerces et le service à la population pouvant largement contribuer à rendre la région et la commune attractives;

Attendu que le P.R.D. souligne que plusieurs facteurs influencent la viabilité des commerces (accessibilité, pouvoir d'achat de la population, attrait spécifique du noyau, offre des surfaces commerciales);

Attendu que d'une part, l'instauration d'une taxe sur les entreprises mettant à disposition des appareils de télécommunication contre rétribution découragerait ce type d'exploitation et que d'autre part, la recette générée par celle-ci permettra une politique spécifique en matière de PME dans les noyaux commerciaux;

Attendu que pour l'ouverture d'une entreprise mettant à disposition des appareils de télécommunication contre rétribution, les documents suivants sont nécessaires: une inscription au registre de commerce ou à la

Banque Carrefour des Entreprises, un permis d'urbanisme et éventuellement un permis d'environnement;
Attendu que les propriétaires des magasins doivent être conscients qu'ils portent une grande responsabilité quant à la location de leurs biens pour des activités économiques non réglementaires, les obligations prévues par ce règlement sont solidaires et indivisibles;

Considérant le rapport du Receveur communal du 23.10.2018 motivant le choix d'une indexation annuelle de la taxe de 1,8%;

Vu la situation financière de la Commune et la nécessité d'assurer un équilibre budgétaire;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

ARRETE ce qui suit:

CHAPITRE 1er. - Assiette de l'impôt

Article 1

Il est établi pour les exercices 2019 à 2021 inclus une taxe d'ouverture et une taxe annuelle sur les entreprises situées sur le territoire de la Commune de Berchem-Sainte-Agathe et qui ont pour activité principale la mise à disposition contre rétribution des appareils de télécommunication.

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par appareil de télécommunication, tout appareil permettant la transmission, l'émission ou la réception de signes, signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de données de toute nature, par fil, radioélectricité, signalisation optique ou autre système électromagnétique.

CHAPITRE II. - Redevables

Article 2

L'impôt est redevable de façon solidaire et indivisible par le propriétaire du commerce, l'exploitant du commerce et le propriétaire de l'immeuble où l'activité économique a lieu.

CHAPITRE III. - Calcul de l'impôt

Article 3

Le taux d'imposition de la taxe d'ouverture est fixé à €12.500,00 et redevable à chaque ouverture d'une nouvelle activité commerciale d'une entreprise mettant à disposition des appareils de télécommunication contre rétribution. Chaque modification d'exploitant est équivalente à une nouvelle activité commerciale. La taxe d'ouverture est une taxe unique. Ce montant sera indexé le premier janvier de chaque année au taux de 1,8%:

- 2019: €12.500,00
- 2020: €12.725,00
- 2021: €12.954,05

Article 4

Le taux d'imposition de la taxe annuelle est fixé à €2.000,00 pour chaque entreprise mettant à disposition des appareils de télécommunication contre rétribution. Ce montant sera indexé le premier janvier de chaque année au taux de 1,8%:

- 2019: €2.000,00
- 2020: €2.036,00
- 2021: €2.072,65

Article 5

La taxe d'ouverture et la taxe annuelle sont dues pour la totalité de l'année civile, nonobstant la cessation de l'activité économique ou la modification de l'exploitation pendant l'année de l'enrôlement.

Article 6

La taxe annuelle débute l'année suivant l'enrôlement de la taxe d'ouverture ou à défaut à partir de l'application du présent règlement de taxe.

Article 7

Il n'est accordé aucune remise ou restitution de l'impôt pour quelque cause que ce soit.

CHAPITRE IV. - De la déclaration

Article 8

Le propriétaire de l'entreprise, l'exploitant de l'entreprise et le propriétaire de l'immeuble sont tenus de déclarer toute activité économique aux autorités communales préalablement à celle-ci. Ils sont obligés de fournir tous les documents et attestations à l'autorité communale à la première demande. Ils sont tenus de faciliter le contrôle éventuel de leur déclaration.

Article 9

Afin de lever l'impôt, l'administration communale adresse à chaque entreprise en activité, dont la conformité avec l'ensemble de la réglementation en vigueur est établie, un formulaire de déclaration qui devra être complété, dûment signé et renvoyé dans les délais fixés par l'autorité communale avec les copies conformes des attestations requises. Les contribuables qui n'ont pas reçu le formulaire de déclaration sont tenus d'en réclamer un. La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

Article 10

A défaut d'une déclaration, en cas d'une déclaration incomplète et pour les entreprises dont la conformité avec l'ensemble de la réglementation en vigueur n'est pas établie, un procès-verbal constatant l'activité économique est établi. Le constat d'activité économique se fera par un fonctionnaire assermenté qui rédige un procès-verbal à cet effet. Ce procès-verbal d'activité économique sera équivalent au constat d'ouverture d'une entreprise dont l'activité principale consiste à mettre des appareils de télécommunication contre rétribution à disposition, et l'imposition est établie d'office d'après les éléments dont l'administration communale dispose.

Article 11

Si, pour une raison quelconque, les redevables n'ont pas encore été touchés par le recensement, ils sont tenus d'informer l'administration communale de leur propre initiative.

Article 12

Chaque modification ou cessation d'activité économique doit être communiquée immédiatement et par lettre recommandée à l'administration communale sous responsabilité des redevables.

Article 13

En cas de fermeture administrative de l'établissement à titre temporaire ou définitif à titre de sanction par le Collège des Bourgmestre et Echevins, en application de l'article 119bis de la Nouvelle Loi Communale, les redevables ne pourront prétendre à aucune indemnité.

CHAPITRE V. - Du recouvrement et des réclamations

Article 14

La taxe est perçue par voie de rôle. Le recouvrement et le contentieux sont réglés conformément aux

dispositions légales régissant la matière.

CHAPITRE VI. - Dispositions diverses

Article 15

La présente délibération prend ses effets au 01.01.2019.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

2 annexes

181213-A-xxx - Taxe phone shops (2019-2021).pdf, 20181023 - Ltr CBE Motivation taux indexation taxe CC181213.pdf

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Par ordonnance :

Le Secrétaire communal,
(s) Philippe Rossignol

Le Président du Conseil,
(s) Christian Lamouline

POUR EXTRAIT CONFORME

Berchem-Sainte-Agathe, le 17 décembre 2018

Par ordonnance :
Le Secrétaire communal,

Philippe Rossignol

Le Bourgmestre,

Joël Riguelle